APRC/CONSEIL D'ADMINISTRATION Mercredi 23 et Jeudi 24 novembre 2016 PARIS

Présents : Chantal DAUNY, Josiane ETCHEGARAY, Henri GRESSIER, Gisèle MOIGNO, Jean-Pierre MOUTON, Michel NEBOUT, Christiane PAURD, Isabelle SAINTOT

Excusés : Bruno BARRILLOT

Invités : Joseph AUVINET (pôle juridique), Claude-Madeleine OUDOT (candidate au CA)

JEUDI 23/11/2016 :

- Claude-Madeleine OUDOT (Macon, 71) se présente : clarisse durant 33 ans, elle a quitté la vie religieuse en 1997. Elle connu l'APRC par Jean Droillard. Membre du CA jusqu'en 2010. Elle a souhaité venir en observatrice avant de proposer sa candidature au CA pour un an.

A- Préparation AG des 11-12 mars 2017 à PARIS

- Financement :

NB : pour cette année proposition de baisser la contribution totale des participants à 100€ (au lieu de 130). De plus, pour mieux indemniser le transport, le plafond SNCF a été relevé de 25%.

Après débat, adoption des règles de financement suivantes pour l'AG 2017 :

- Toute personne inscrite participe aux frais d'organisation : forfait 40 €
- La prise en charge de l'association couvre la période du samedi midi au dimanche midi inclus :
 - * si je demande une chambre : forfait hébergement = 60 €
 - * si je ne demande pas de chambre, je paie mes repas au prix coûtant de 15 €/repas
- Transports : l'APRC rembourse les frais réels plafonnés au forfait SNCF (selon le département)
- Hébergement hors période (ex. arrivée vendredi soir) : le tarif est de 15 €/repas et de 52€/nuitée
- Personne aidée (après demande exceptionnelle au comité d'organisation de l'AG) : elle paiera uniquement la participation forfaitaire de 40€.
- Acompte : pour valider l'inscription à l'AG, il sera demandé un acompte non remboursable de 20€ (= frais inscription). Cette somme viendra en déduction de la facture finale.

- **Echéances** : les rapports d'activité des commissions devront remonter à Michel Nebout pour le 20 décembre. Le Bulletin spécial AG contenant ces rapports + le rapport moral et le rapport financier sera validé lors du CA des 11-12 janvier et expédié avec les fiches d'inscription autour du 20 janvier. Les fiches d'inscription avec les pouvoirs devront être renvoyés avant le 23 février.

- Ordre du jour et déroulement :

- Le CA souhaite reconduire un déroulement analogue à l'an dernier, en particulier le mode de présentation des rapports le samedi après-midi : diaporama + questions + vote. Idem pour le vote des orientations le dimanche matin.

- **Renouvellement du CA** : cette question soulève un débat entre nous sur l'avenir de l'APRC. Pour certains, devant la diminution des forces, la situation se fragilise dangereusement. C'est pourquoi il devient urgent de préparer l'APRC à d'importantes mutations sous peine de la voir disparaître à plus ou moins brève échéance. Faut-il envisager un rapprochement voire la fusion avec d'autres associations (AVREF, APSECC) comme certains le préconisent ? Pour d'autres, au contraire, un dynamisme existe malgré tout : actions juridiques, action parlementaire, travail des administrateurs au sein du CA de la caisse. L'ambiance dynamique de l'AG de l'an dernier a suscité deux nouvelles candidatures au CA. « Attendons l'AG, on verra bien ! ». Ce constat ne veut pas dire qu'il ne faut pas préparer des évolutions nécessaires. Une des orientations à voter lors de l'AG devra clairement se prononcer sur ces nécessaires mutations. En outre les actions judiciaires déjà engagées et celles à venir

sont appelées à se prolonger encore pendant des années... ce qui implique qu'un CA, même réduit, continue à exister pour les accompagner.

- **Invités** : outre les partenaires (Apecc, Avref), le CA propose d'inviter Jean-Pierre Moisset, universitaire et chercheur de Bordeaux, auteur d'une thèse sur « L'Etat, l'argent et les cultes de 1958 à 1987 ». La proposition : qu'il puisse être présent samedi après-midi pour participer à nos échanges ; le dimanche matin, on lui demanderait un apport de 30 à 40 minutes à partir des chapitres 15, 16 et 18 de sa thèse

- **Soirée festive** : après discussion, l'idée est lancée de recueillir des anecdotes vécues par les AMC, se référant soit à leur passé culturel, soit à ce qu'ils ont vécu dans les actions en justice. Cela pourrait constituer la matière d'un spectacle en mode humoristique, mis en scène par la région Bretagne et Pays de Loire (ou par les adhérents eux-mêmes). Gisèle Moigno se charge de lancer un appel dans le bulletin et de récolter les anecdotes vécues.

B- JURIDIQUE

*** Point sur les affaires en justice**

- Joseph Auvinet nous donne les échos de l'audience de la Cour d'Appel de Rennes devant laquelle il a plaidé le matin même pour Luc Gouraud. La même cour d'appel a déjà rendu 27 arrêts au fond. Il est peu probable qu'elle se déjuge. « Nous sommes confiants, mais on ne sait jamais » a conclu Joseph, prudent. Jugement mis en délibéré au 25 janvier.

- Les procédures en cours sont nombreuses, plusieurs jugements sont attendus prochainement (voir bulletin 75, p. 10). Derrière ces affaires en cours se profilent des pourvois en cassation. Il y a encore des années de procédures devant nous

- Affaire Morel : Cet arrêt peut être l'objet d'un pourvoi devant la Cour de cassation, car il y a une discordance entre la décision et ses motivations.

- Affaire Descombas (Béatitudes, 70 trimestres omis), convoqué au Tass à Marseille le 30/11. Exemple d'une affaire où nous demanderons au juge de reconnaître la faute de la Cavimac, de l'inviter à appeler les cotisations et, au besoin, à les assumer en réparation de sa faute. Nous rappelons que, pour les arriérés de cotisations, la Cavimac n'applique pas la revalorisation de 2,5 % prévus par le Code de la Sécu.

- D'autres affaires à venir : Séverine Dubois, Solène Brière, Roger Rives et Didier Luce, etc. La conclusion : toutes ces procédures à soutenir et accompagner impliquent une continuité de l'APRC dans la durée... Les procédures permettent que des assurés puissent retrouver leurs droits. Mais elles visent d'abord et surtout à provoquer une application générale par la Cavimac. L'action de l'association s'inscrit dans une action pour tous, même si on sait que le ministère persiste à refuser cette généralisation.

- Retour des conventions :

Rappel de la règle : tant que la convention n'est pas signée, le trésorier ne paye aucun frais. Gisèle Moigno, gestionnaire des conventions, signale que sur les affaires évoquées par Joseph, 6 conventions ont été signées.

- Dossier USM2

JP Chiron et Michel Oddou ont perdu en appel. M. Gauquelin doit passer en 2017. Pour la Cassation, seul M. Oddou serait partant, si la protection juridique de son assurance le suit dans ce pourvoi. A ce propos, le CA se conforme à la décision prise en mai 2015 où il s'était prononcé contre le recours en appel. Il se prononce donc aussi contre le pourvoi en cassation. Tout en respectant le choix des plaignants qui prennent la décision d'un tel recours, il refuse d'engager les finances de l'association à soutenir cette démarche.

- Les Communautés Nouvelles et les dossiers au SAM

Chantal et Christiane nous parlent d'une dizaine de dossiers. Pour l'un d'entre eux, la personne est décédée en septembre. Une somme avait été proposée par la communauté. Son frère voudrait récupérer cette somme, comme la loi l'y autorise en tant qu'héritier. Devant l'absence de réponse de la communauté, Christiane a appelé le SAM qui va intervenir. Les situations sont diverses, mais souvent

très lourdes à vivre : une a porté plainte pour dérives sectaires (Béatitudes) ; une autre a passé 23 ans dans une congrégation (Cénacle) sans cotisations de retraite.

Gérard Peloux, nouvel adhérent lyonnais, s'est proposé pour apporter son aide dans le domaine de l'insertion. Christiane et Chantal vont lui transmettre deux dossiers.

C- AVENIR DES RETRAITES

- Michel N. résume le fil des événements et les étapes de l'action parlementaire depuis le RDV au Ministère (voir Bulletin 75, p. 3-6). Outre les envois aux parlementaires « soutien » et aux membres des deux commissions des affaires sociales de l'Assemblée et du Sénat, on peut estimer qu'une trentaine de parlementaires ont été sollicités individuellement par nos adhérents. Six amendements au PLFSS 2017 déposés par les députés (4 par Mme Laclais, et 2 par Olivier Falorni avec des députés de son groupe). Deux amendements au Sénat (par Jean Desessard et des sénateurs du groupe écologiste). Malgré les déclarations de la Ministre affirmant qu'il a été remis, on ne trouve toujours pas de trace du « rapport gouvernemental ». Comment interpréter ce manque de transparence ? Arrangement en sous-main entre le ministère et les cultes ? Ou manœuvre pour empêcher les parlementaires de déposer des amendements ? La fenêtre de tir se resserre : il reste encore la semaine prochaine la deuxième lecture du texte à l'Assemblée. Michel a envoyé un courriel dans ce sens à Mme Laclais et Mr Falorni. Mais que pourront-ils faire s'ils n'ont pas le rapport ? N'hésitons pas cependant à relancer nos députés locaux à ce sujet !

- Les limites de l'action parlementaire nous conduisent à échanger à partir des propositions formulées par Jean Doussal : se rapprocher de l'Apsecc et de l'Avref pour créer avec elles un groupe de travail sur la proposition « régularisation/revalorisation ». Un tel « front » serait mieux à même, selon lui, d'emporter l'adhésion des cultes, et par ricochet de la DSS et du ministère. Le CA n'est pas opposé à ce qu'une invitation dans ce sens soit lancée auprès de l'Apsecc (et Avref). On fera le point là-dessus à l'AG en mars. On pourra mieux apprécier si cela se révèle être une stratégie d'avenir pour nous. Ceci relance le débat sur l'avenir. « Le potentiel de l'APRC est de moins en moins chez les anciens diocésains et congréganistes. Il est du côté de ceux qui continuent à partir en procès (y compris des « restés ») et du côté des anciens des communautés nouvelles, pas encore préparés à prendre les rênes de l'association ». Il y aura une période de transition, accompagnée d'une mutation forcément difficile, mais peut-être pas insurmontable si elle est anticipée et préparée.

JEUDI 24/11/2016 :

D- LE BUDGET

- Bilan 2016 : résultat à ce jour : 6.168 €

avec les dépenses à venir, le résultat de l'exercice devrait se situer autour de 4.000 €

- Cotisations : à ce jour, environ 500 cotisations versées.

Relances : Josiane soulève l'idée de faire une relance après l'AG. En fin d'année, des adhérents croient payer leur cotisation 2017 alors qu'ils n'ont pas encore versé 2016. D'où décision : une 1^{ère} relance après l'AG expédiée dans la même enveloppe que le bulletin post-AG (pour limiter les frais) ; une 2^{ème} en octobre expédiée avec le bulletin d'automne.

E- LA VIE ASSOCIATIVE

*** Nouveaux adhérents, ruptures, décès :**

Une nouvelle adhérente depuis le dernier CA. Depuis le début de l'année, 11 nouveaux adhérents seulement et ... une trentaine de ruptures et décès (sans compter ceux dont nous n'avons pas connaissance) !

* **Les régions et les réunions locales :**

- Région parisienne : nouvelle réunion accompagnée par Christiane et Chantal, ce samedi 26 novembre. Ce RDV a été souhaité par les adhérents présents le 3 septembre dernier. Ceux des communautés nouvelles ne pourront pas être là. L'important est de créer une dynamique de groupe, que les gens aient envie de se revoir et d'échanger.
- Les journées conviviales sont importantes (BFC, Bretagne, Vendée-Charente...). Les Bretons se revoient pour la galette des rois afin d'organiser la soirée festive de l'AG.
- Liens avec l'Apsecc : un ou deux représentants Apsecc invités par le groupe lyonnais (3 décembre).

* **Les Communautés Nouvelles et les articles parus dans la presse :**

- La Croix du 11 octobre « Quelle retraite pour les anciens des communautés nouvelles ? », article paru grâce aux contacts de Joseph Auvinet avec la journaliste Céline Hoyeau.
- « Le Ravi » d'octobre 2016 : un article de Sonia Bénéteau sur les Travailleuses missionnaires
- Chantal expose aussi le dossier du Carmel de Simacourbe qui a fait l'objet de nombreuses parutions dans la presse locale et nationale. Elle nous présente un article d'Antton Rouget paru dans la revue « Causette » de novembre 2016.

QUESTIONS DIVERSES

Le réseau européen d'action sociale (ESAN)¹

Isabelle a été contactée par Léon Dujardin. La candidature de l'APRC pour devenir membre du réseau a été acceptée et validée. Léon propose une réunion de travail sur les éléments du dossier à constituer en vue d'une procédure de réclamation collective (sur la base de l'art. 23 de la Charte sociale européenne). Date proposée : le 16 décembre. Participants (à définir) : Alain Gauthier, Marie-Claire Bourriaud, Isabelle Saintot, Michel Nebout.

RAPPEL : Prochain CA les mercredi 11 et jeudi 12 janvier 2017 [CR rédigé le 24/11/2016]

¹ European Social Action Network